



Déclaration liminaire de la FSU au CSA du 7 décembre 2023

Monsieur le recteur,

L'école va mal : creusement des inégalités, recrutement en berne, classes surchargées, reflètent personnels épuisés. Gabriel Attal n'écoute pas les personnels sur le terrain. Il propose des mesures qui ne résolvent rien. Son « choc des savoirs » se cogne contre la réalité et ricoche sur la stérilisation des idées.

Les annonces faites avant-hier suite à la publication des résultats PISA illustrent une parfaite méconnaissance des travaux de recherche et du projet que ce gouvernement a pour l'école publique, pourtant lieu qui devrait réduire les inégalités. Avec les mesures que propose le ministre de l'éducation nationale que vous représentez ici, il va y avoir une accentuation des inégalités et le tri social. Les annonces montrent le profond mépris que vous avez envers les enseignant·es que vous ne considérez absolument pas comme des expert·es puisque vous allez imposer des manuels et une méthode dans le premier degré. La FSU Mayotte s'oppose vivement à l'imposition d'une méthode unique d'apprentissage de la lecture. Le rectorat doit donner à tous les enseignant·es toutes les formations nécessaires sur leur temps de service. Plutôt que de trier les élèves, mieux vaudrait davantage de moyens en particulier des enseignants spécialisés.

Les mesures concernant le collège (groupes de niveaux, parcours spécifiques dès la 6ème...) sont dangereuses car elles dessinent les contours d'une Ecole de l'assignation sociale. Vous attaquez frontalement le service public d'éducation en le dénaturant et en rendant impossible son fonctionnement. Dans un contexte de grave crise démocratique, vous faites un choix dangereux : dans une société traversée par de profondes crises, cette vision de l'École va contribuer à aggraver les fractures et à nourrir le ressentiment social. Par les mesures que vous prenez, vous allez renforcer la ségrégation à l'intérieur même des établissements, fortement dégrader les conditions de travail et les relations entre les personnels.

Si Monsieur le recteur, vous appliquez le redoublement à Mayotte, nous l'appliquerons avec toutes les conséquences que cela va engendrer.

Voie pro

Les derniers arbitrages concernant la réforme de la voie professionnelle dégradent la qualité des enseignements, contribuent à une ségrégation sociale dans les établissements scolaires et vont à contre-courant de l'idéal de l'école républicaine, l'émancipation de tout.es les élèves par les savoirs. Citons en particulier le projet de modification de la classe de terminale bac pro qui va dégrader la qualité des enseignements et les conditions de travail des professeur.es dans les SEP et lycées professionnels. L'objectif du ministre Attal n'est pas contrairement à ce qu'il prétend d'« élever le niveau » mais plutôt moins d'école, moins d'enseignant.es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! A Mayotte, on a au contraire besoin de plus d'école, plus d'enseignant.es et plus de personnels. La parodie de dialogue social menée, la précipitation avec laquelle le texte doit être soumis au vote, malgré l'opposition de tous les OS devrait alerter quiconque porte un réel intérêt à l'école et à l'enseignement professionnel sous statut scolaire. La FSU s'oppose à la grille horaire annoncée pour la rentrée prochaine et à l'ensemble de la réforme de la voie pro dont elle exige toujours l'abrogation

Salaires

Les pays qui réussissent le mieux notamment dans l'enquête PISA sont ceux qui paient le mieux leurs enseignant.es (Singapour, Corée du Sud, Luxembourg). Pour rappel, le président avait promis 10% d'augmentation, il n'en est rien. Une partie de l'argent est passée dans le pacte et ne sert qu'à augmenter qu'une partie des professeur.es. Le pacte n'est pas un outil de revalorisation, au contraire, c'est un outil qui conduit à une perte de qualité dans l'exercice du métier.

Pour Mayotte, les conditions de vie (eau, insécurité, insalubrité, vie quotidienne, logement, trafic routier, santé, services publics) justifient notre demande d'une hausse de l'indexation avec laquelle vous n'êtes pas d'accord.

Mutations

Le gouvernement à la suite de 2018, sans tenir compte des demandes indemnitaires des personnels élus a décidé unilatéralement et de manière inconséquente de donner 1000 points à des collègues après 5 ans de service à partir du mouvement 2024. Aujourd'hui, cette mesure entre en vigueur. Et nous savons qu'elle va créer un déséquilibre important à cause de la fuite des enseignant.es formé.es. Ce qui va créer une pénurie d'enseignants pour laquelle rien n'est prévu alors que nous ne cessons de vous alerter depuis des années.

Crise de l'eau

Suite à la communication de l'ARS et de la préfecture de Mayotte sur la non potabilité de l'eau recommandant de ne pas se laver les dents, de ne pas faire de cuisine même avec l'eau bouillie et de ne pas la boire suite aux analyses mettant en évidence la présence de métaux lourds, les équipes du LPO de Kawéni informent que les cours théoriques remplaceront les TP.

Si cette situation devait perdurer cela entrainerait la fermeture du lycée. Seule une annonce officielle, écrite de l'ARS ou de la préfecture de Mayotte mandataires de la gestion de la qualité de l'eau, ferait revenir la situation à la normale. On aimerait une communication de votre part sur le sujet.